

poids dans la direction des affaires des citoyens.

Elle ne se base pas généralement sur les journaux amis, subventionnés par l'Etat pour dire des choses agréables aux ministres, mais bien sur les journaux indépendants qui ne se gênent pas pour exprimer leur pensée.

Quant le moment des élections arrive, les gouvernants, surtout les gouvernants libéraux, s'aperçoivent qu'ils ont fait fausse route, mais il est trop tard !

Et ils culbutent.

Ça s'est vu deux fois depuis vingt ans, aux dépens des conservateurs, et deux fois aux dépens des libéraux dans les deux gouvernements.

Gare aux prochaines élections !

Aujourd'hui le Canada est supposé être gouverné par un gouvernement libéral, et c'est à celui-là que je dirai des choses désagréables, peut-être, mais dont la véracité ne peut même pas être discutée.

Allez donc dans les clubs, circulez parmi les groupes, écoutez les conversations particulières des hommes qui s'occupent de politique, et vous entendrez partout la même chose. Sans compter les salons, où les jupons, qui ont toujours formé l'état-major des gouvernements libéraux, potinent à qui mieux mieux, avec des sourires verdâtres et amers semblant dire qu'ils n'attendent que le moment de montrer à ces messieurs que si l'opinion publique ne compte pas dans leurs calculs, celle des femmes possède une force que rien ne peut arrêter.

Depuis 1868, époque où j'avais l'honneur d'appartenir à la société de l'Institut-Canadien, aux jours où Mgr Bourget la frappait d'une sorte d'excommunication qui l'a coulée—jusqu'à 1884, il y avait

encore des libéraux réellement désintéressés ; M. Laurier lui-même était un de ceux là ; on se battait pour les principes sacrés, immuables, immanents, (c'était l'expression) du libéralisme canadien.

Le programme du parti portait alors plusieurs articles qui en sont complètement disparus depuis son avènement au pouvoir.

On n'entend plus parler de la suppression de la dime, de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, de l'abolition des privilèges extraordinaires du clergé ; tout cela est disparu pour faire place à une politique de conciliation et de compromissions qui a encore étendu ces privilèges.

Or, toutes ces concessions extraordinaires de la part du parti du progrès et de l'avancement de notre peuple n'ont pas été accordées pour des nêfles. Je ne crois pas que nos gouvernements libéraux soient assez naïfs pour cela. Mais je constate que leur confiance a été surprise lorsqu'ils ont cru que ces messieurs de la soutane les soutiendraient dans les moments critiques.

Ils ont déjà été largement déçus et je m'en rapporte à l'historique des événements depuis ce temps, et ne demande pas d'autres preuves.

Le jour où le clergé trouvera son intérêt à lâcher les libéraux, il le fera avec une désinvolture des plus élégantes, et ce sera bien fait.

Les libéraux désintéressés aujourd'hui sont ceux qui sont morts.... ou riches. Il y en a quelques-uns à Montréal et à Québec.

Voilà la raison qui les porte à demander à l'hon. premier-ministre de leur rendre une justice un peu tardive mais qui leur est dûe.

Ils exigent qu'en dehors des questions